

RAPPORT DE L'ATELIER SUR LE PARTAGE DE L'INFORMATION POUR ALERTER, PREVENIR ET REAGIR EFFICACEMENT AUX SITUATIONS DE CONFLITS.

Un atelier sur le partage de l'information pour alerter, prévenir et réagir efficacement aux situations de conflits a été organisé du 6 au 7 novembre 2003 à l'Hôtel Safari Gate à Bujumbura par la Compagnie des Apôtres de la Paix "CAP" en collaboration avec Africa Peace Forum de Nairobi.

L'atelier a été ouvert par Monsieur SINARINZI Mamert, Président de la Compagnie des Apôtres de la Paix en présence de Monsieur Kizito SABALA de Africa Peace Forum et une cinquantaine de participants.

Ouvrant les travaux, le Président de la CAP a souhaité la création dans un futur proche d'un réseau national d'alerte et de réaction rapide aux conflits qui devrait s'intégrer dans le réseau régional initié par Africa Peace Forum et FEWER. L'intégralité du discours d'ouverture est en annexe au rapport

Après avoir annoncé les thèmes de réflexion de l'atelier, le Secrétaire Exécutif de la CAP, Monsieur Raymond KAMENYERO a passé la parole aux participants qui ont présenté brièvement l'objet, la mission, les activités de leurs organisations ainsi que leurs attentes par rapport à la rencontre.

Dans la suite de cette présentation, Monsieur KAMENYERO a résumé les objectifs et les attentes de l'atelier.

Objectif global :

Préparer la mise sur pied d'un réseau national chargé d'alerter, prévenir et réagir efficacement aux situations de conflit.

Objectifs spécifiques

- Echanger les informations susceptibles de provoquer des conflits ;
- Analyser comment prévenir et gérer des situations conflictuelles ;
- Analyser comment réagir efficacement aux situations de conflit ;
- Analyser comment collaborer en synergie pour plus d'efficacité.

Attentes de l'atelier.

- A la fin de l'atelier, les organisations de la Société Civile seront sensibilisées pour mettre en place dans un avenir proche le réseau national EWER et son organe de coordination.

- Atteindre les objectifs spécifiques annoncés à travers une synergie de toutes les organisations de la Société Civile burundaise.
- Appuyer les pouvoirs publics par des actions concertées dans l'alerte et la prévention des conflits

Les Communications de l'atelier

1. Le Conflit burundais dans la géopolitique régionale

Dans son exposé, Monsieur Charles NDAYIZIGA, Président du Centre national d'alerte et de prévention des conflits a noté que suite au conflit le Burundi est devenu le plus grand fournisseur des réfugiés et des tensions sociales de même que la régionalisation du conflit a finalement remis en cause l'unité des Etats avec pour corollaire la naissance des mouvements autonomistes, la fragilisation des économies locales dans ces pays d'accueil des réfugiés, la déstabilisation des administrations locales, la fragilisation de l'autorité étatique suite à la constitution des milices armées, la perte de souveraineté des Etats suite au droit d'ingérence etc.

L'orateur a évoqué les mythes qui entourent ce conflit dont la dichotomie himabantou avant d'en évoquer les réalités qui sont liées à l'exclusion dans la gestion politique.

Avant de parler des perspectives, le conférencier a noté les causes de ce conflit à savoir l'absence d'un Etat de droit, le refus de l'ouverture démocratique, les dérives autoritaires, les crispations conservatrices de certains, les manipulations idéologiques et ethniques, la prédominance de la conscience tribale sur la conscience nationale, l'émergence d'une culture de violence et le recours aux armes comme moyen de conquête et d'exercice du pouvoir, l'exclusion, l'absence de mécanismes de conciliation pacifique, l'aggravation des problèmes fonciers, le contrôle des matières premières, l'implication des intérêts économiques des belligérants, les intérêts des lobbies étrangers, les flux des réfugiés.

Comme alternatives, l'orateur a recommandé la restauration de l'Etat de droit, la bonne gouvernance et la promotion de la démocratie, la lutte contre la prolifération des armes légères et l'unité régionale sur le plan culturel, la promotion de l'intérêt général et de la citoyenneté aux dépens de l'intérêt individuel.

2. Définition du concept EWER

Monsieur Kizito SABALA, chargé des programmes à Africa Peace Forum a d'abord évoqué la mission de son organisation depuis l'instauration en 1998 du programme d'alerte et de prévention des conflits avec son partenaire britannique FEWER à savoir :

- Restaurer la paix dans la sous région des Grands Lacs et dans la corne de l'Afrique en passant par la prévention, l'alerte précoce, la formation, l'information, ainsi que la recherche.

- Inciter et appuyer les partenaires de la Sous-région à développer des programmes d'échanges et de partage de l'information pour mieux prévenir les conflits.

Après , l'orateur a eu l'occasion de définir et d'expliquer les concepts d'alerte phases du conflit (situation pré- conflit, situation conflictuelle et situation post-conflit). Ici, il a souligné l'importance de collecter et d'analyser l'information pour anticiper la survenance d'un conflit et ainsi développer des stratégies de faire face à la situation en amenant tous les décideurs à y apporter des réponses adéquates. Il est ensuite revenu sur la justification, les principes qui guident l'alerte précoce, les acteurs et les contre-acteurs, les indicateurs ,la sélection et le traitement de l'information utile ainsi que les facteurs qui favorisent ou bloquent une bonne alerte.

3. La maîtrise de l'information pour une meilleure prévention des conflits

Le conférencier, Monsieur Augustin KABAYABAYA , Président de l'association burundaise des Journalistes a introduit son exposé en clarifiant la mission du journaliste qui est le fait de prendre connaissance des faits, les évaluer et les répercuter pour informer, éduquer, divertir, détendre, guérir et purger les passions. Il a rappelé que l'information est à l'esprit ce que la nourriture est à l'organisme humain.

Concernant les sources d'information, l'orateur en a distingué deux à savoir, les sources chaudes comme les personnes ressources et les sources froides qui sont les documents auxquels le chercheur peut recourir.

Au sujet des règles à observer en matière de collecte d'information sur terrain le conférencier conseille de :

- se présenter à l'informateur avec courtoisie ;
- respecter le principe de la confidentialité de l'information et la sécurité des témoins ;
- respecter les principes d'objectivité, de neutralité et d'exactitude ;
- approcher avec délicatesse les victimes de conflits armés afin de ne pas renforcer leur détresse ;
- aborder avec respect les présumés auteurs de conflits ou les autorités politiques, administratives, militaires ou judiciaires etc.

En rapport avec les techniques de recherche de l'information, le conférencier note que l'interview est la technique la plus importante.

Tout en distinguant l'interview de l'entrevue, l'orateur note que l'interview est un entretien avec une personne dans le but de publier ses propos alors qu'au cours de l'entrevue, on échange sans qu'il y ait nécessairement interrogateur et interrogé. L'interview vise un éclairage sur une situation à traiter.

Aussi la maîtrise de l'information est un atout important pour les décideurs et les politiques. En effet l'information est à la base de l'opinion qui est elle-même à la base de l'attitude. et le conférencier d'ajouter que le contrôle de l'information pouvant conférer le contrôle des attitudes et des opinions et la nécessité d'en avoir la maîtrise est une préoccupation pour tous ceux qui s'occupent de la gestion de la société ou des Etats ...

Abordant l'organisation d'une descente sur terrain, l'orateur a donné quelques conseils pratiques relatifs à sa préparation notamment le repérage des lieux, la recherche de l'information sur le lieu à fréquenter, inventorier les informations défavorables, identifier les objectifs de la mission, les catégories de personnes à contacter, préparer les questions et prendre en compte les avis des spécialistes et enfin bien constituer l'équipe des enquêteurs.

Avant de terminer, l'orateur a parlé de la conception d'un questionnaire, de sa logique et des types de questions à poser à savoir les questions ouvertes, les questions à liste, les questions à catégories, à rang, à quantité, à grille, à deux choix et à relance. Enfin il a été noté que les données collectées doivent être imprimées d'un sens dans un résumé synthétique qui contient des conclusions significatives.

Des travaux en commissions ont alors été organisés en quatre groupes dont deux à deux traitaient les mêmes thèmes.

Le premier et le troisième groupe ont traité le thème suivant « **Doit-on prendre une information d'une personne ressource pour de l'argent comptant ? Quelle valeur accorder à une rumeur faisant état de l'imminence d'un conflit dans une contrée donnée ? Quels sont les atouts et les limites d'une information médiatique donnée ?** ».

Le deuxième et le quatrième groupe ont traité le thème relatif **aux signes des indicateurs du conflit burundais ainsi que les stratégies pour réagir à ces signes.**

Au sujet des résultats des travaux en groupes, le premier et le troisième groupe pensent qu'il faut utiliser les techniques de collecte et de traitement de l'information en confrontant les sources et ne pas prendre une information reçue comme de l'argent comptant.

En ce qui concerne la rumeur, il faut la contourner en utilisant les hypothèses, vérifier sa fiabilité, considérer la fonction de la personne ressource et transformer la rumeur en une information préventive.

Concernant les atouts et les limites de l'information, les atouts sont la prévention, l'alerte, l'éducation, et si elle est bien documentée et bien traitée, elle est consommée par un grand public.

Par contre, les limites sont liées au temps et à l'espace, au risque de semer la haine, l'insurrection et la partialité.

Quant au 2^{ème} et 4^{ème} groupes qui ont traité les signes des indicateurs du conflit burundais et les stratégies et moyens pour les annoncer, les participants se sont donnés comme point de départ et de référence la période des indépendances.

Les signes retenus ont été :

- L'impunité
- La désobéissance civile
- Le discours politique non rassurant
- La paupérisation de la population, l'obscurantisme
- La vulnérabilité de la population
- La prolifération des sectes
- L'existence des milices armées
- La main mise extérieure
- L'exclusion
- La corruption et les malversations
- Le muselage des médias
- Le népotisme
- La solidarité négative
- La violation massive et répétitive des droits et libertés de la personne humaine
- L'esprit attentiste des populations (rapatriés, déplacés et rebelles, etc.)

Les participants ont noté que la quasi totalité de ces signes avant coureurs s'observent même aujourd'hui.

La deuxième question concernait ce qu'il faut faire pour annoncer ces signes avant coureurs du conflit.

Les participants ont trouvé qu'il faut :

- retrouver la confiance pour renouer avec le dialogue entre les communautés
- la limite à ce dialogue est un agenda déjà fixé à l'avance par les décideurs politiques.
- Créer un cadre solide de communication au sein de la société civile qui permettrait d'annoncer ces signes.
- Développer le réflexe de communiquer.
- Ne pas négliger ni la rumeur ni le tract.
- Former et informer les populations sur leurs droits et devoirs.
- Prévoir les fonds nécessaires ainsi que les moyens matériels.
- Renforcer les capacités.

4. Le système médiatique burundais dans l'alerte précoce des conflits : Atouts, Limites et Perspectives

Monsieur HICUBURUNDI a introduit son exposé en photographiant le paysage médiatique burundais en relevant les médias publics et privés encore viables et ceux qui sont en déconfiture.

Il a poursuivi en indiquant le rôle des médias dans l'alerte précoce et la prévention des conflits. Ce rôle concerne notamment :

- Surveiller l'environnement des hommes et annoncer les dangers qui risquent de miner la société de même que l'on doit signaler à l'homme les événements agréables ou désagréables qui se passent autour de lui.
- Obtenir et faire circuler l'information après l'avoir triée, hiérarchisée et interprétée selon le principe de « agenda – setting ». C'est ici où le journaliste doit guetter et révéler toute source de menace de conflit qui plane sur la société.

Après avoir rappelé que les journalistes font usage de techniques spécialisées et qu'ils se ressource dans des sources diverses (individuelles, institutionnelles ou documentaires, le conférencier est revenu sur les principes déontologiques du professionnel des médias).

Ces principes sont notamment la rigueur de l'information, la fidélité des citations, la courtoisie envers les partenaires, l'équité et l'objectivité ainsi que l'utilité à la société.

Dans la suite, l'orateur a relevé les atouts du système médiatique burundais dans l'alerte précoce en attendant tour à tour les médias du public et ceux du secteur privé.

Au sujet de l'audiovisuel public, il a noté entre autres atouts son support. La radio est bien indiquée pour les populations analphabètes et éparpillées dans les villages. Pour sa part, la télévision est réputée efficace quoique utilisant des technologies chères. Les messages des deux médias sont conformes aux habitudes des récepteurs. La libéralisation actuelle est aussi un atout en matière d'alerte précoce.

Concernant l'audiovisuel privé.

Le fait que l'audiovisuel privé burundais est constitué de chaînes créées pour contribuer à la recherche de la paix et la réconciliation nationale constitue un atout majeur pour l'alerte précoce. L'autre atout est lié à son indépendance par rapport au pouvoir gouvernemental.

Pour ce qui est de la Presse écrite, l'orateur note que la presse écrite publique a l'atout d'être subventionné par l'Etat pendant que la presse écrite privée ne dispose pas d'un minimum de moyens.

L'organisation administrative du pays en petites entités s'avère aussi un atout pour servir de relais de distribution de message sur l'alerte précoce.

Concernant les limites du système audiovisuel public, l'orateur a noté l'environnement économique défavorable, l'insuffisance du personnel qualifié ce qui implique absence ou manque de capacités institutionnelles et donc inefficacité, ainsi que le fait qu'il est dépendant du pouvoir. La confusion entre service public et service gouvernemental est une limite fondamentale.

En rapport avec les limites de la presse écrite publique, l'orateur note les mêmes problèmes que ceux de l'audiovisuel public avec une note sur les conditions économiques financières difficiles, un personnel peu formé ainsi que l'érosion de la crédibilité. Ici un aspect particulier est dégagé sur les tarifications des imprimeries hors de portée des journaux, un circuit de distribution compromis en amont et en aval

par l'insuffisance des moyens financiers y afférents et l'absence d'une culture de lecture. L'effritement du pouvoir d'achat des populations étant une autre limite.

Concernant les limites de l'audiovisuel privé, l'environnement économique délabré reste une limite à côté des financements aléatoires des bailleurs constitués aujourd'hui des ONGs dont la pérennité est incertaine. Par ailleurs le personnel de ces médias est trop faiblement formé en techniques de communication.

Enfin les limites de la presse écrite privée sont telles qu'elle est condamnée à la paralysie faute de financements, faute aussi de culture de publicité, de culture de lecture aggravée par la faiblesse du pouvoir d'achat des Burundi.

En concluant son exposé, l'orateur propose des perspectives d'avenir du système médiatique burundais pour réduire ses tares et être plus viable.

- Pour être plus viable le système médiatique public doit :
 - Etre vigilant pour ne pas perdre sa parcelle de liberté déjà conquise.
 - Soigner ses rapports avec les mondes de la loi et de la déontologie.
 - Redynamiser ses structures corporatives pour les amener à jouer leur rôle de parrain moral des journalistes.
 - Mettre en place un mécanisme de monitoring de l'activité journalistique en collaboration avec les autres structures de communication sociale.
 - Renforcer l'observatoire de l'éthique, de la déontologie et de la liberté de la presse.
 - Créer et renforcer une synergie de travail entre les professionnels des médias et les acteurs œuvrant dans le secteur de la résolution pacifique des conflits.
 - Sans vendre l'indépendance, collaborer avec les différentes administrations publiques impliquées dans le traitement des informations d'alerte précoce et de prévention des conflits.
 - Multiplier et diversifier les sources.
 - Dans la mesure où la presse procure une gratification à tous, les associations de la société civile devraient appuyer les médias publics dans la conquête de leur indépendance et leur liberté.
 - Les autorités politiques devraient procurer des moyens suffisants aux médias publics.
 - Développer les capacités du personnel des médias par la formation et le perfectionnement.

- Au sujet des perspectives en rapport avec le système médiatique privé, il a noté les aspects ci-après :
 - Préserver et accroître le degré de l'indépendance face au pouvoir politique.
 - S'astreindre aux règles professionnelles et déontologiques pour ne pas se limiter uniquement au sensationnalisme.
 - Améliorer l'environnement économique des médias privés en s'imaginant des initiatives originales qui garantissent la pérennité des financements.
 - Revoir à la baisse les frais d'exploitation des fréquences.
 - Exonérer les équipements médiatiques de base importés en faveur des entreprises de presse tant publiques que privées.
 - Mettre en place des mécanismes juridiques et légaux plus ouverts à la liberté de presse.
 - Faire bénéficier aux professionnels des médias les avantages du code d'investissement afin qu'ils ouvrent de petites centrales d'achat de matériaux de première nécessité.

Au terme de l'exposé des pistes de réflexion ont été proposées pour des travaux en commissions.

Ces pistes sont :

- Les mécanismes à proposer pour corriger les écueils observés dans la gestion de l'approche verticale et centralisée des médias publics burundais.
- Les mécanismes à proposer pour faire bénéficier les avantages et les bienfaits de la télévision à plus de populations surtout rurales.
- Les stratégies à mettre en œuvre pour concilier l'exigence d'indépendance avec celle de service public de qualité.
- Les mécanismes à développer une synergie entre les médias de la sous région pour mieux assurer une alerte précoce et une prévention des conflits.

Au sujet des mécanismes à proposer pour corriger les écueils constatés au niveau de l'approche verticale, les participants recommandent de :

- Disponibiliser des moyens financiers et matériels.
- Multiplier et confronter les services d'information.
- Renforcer les moyens des correspondants des médias publics à l'intérieur du pays.

Au niveau centralisé les participants proposent de créer des centres culturels à l'intérieur du pays.

- Encourager par des mesures incitatives la multiplication des journaux publics et privés viables.
- Décentraliser les services médiatiques à l'instar de la radio rural tant souhaitée par les populations.
- Promouvoir l'alphabétisation des adultes.
- Faciliter l'importation des supports de communication en vue de les rendre plus accessibles à la population rurale.
- Concernant les mécanismes à adopter pour faire bénéficier les bienfaits de la télévision à tout le monde, les participants proposent, pour les milieux sans électricité d'organiser la population, de leur trouver un générateur.

Pour les milieux avec électricité, ils proposent l'exonération des postes téléviseurs, la télévision collective et le crédit pour l'achat des TV.

Pour les milieux non couverts par les émetteurs, ils proposent un CD vidéo, une télévision mobile et une assistance technique de la RTNB.

Pour ce qui est des stratégies de concilier l'exigence de liberté et de l'indépendance avec celle de service public de qualité, les participants recommandent de :

- Organiser des ateliers d'échange d'information et d'expérience entre les médias publics et privés.
- Mettre en place un cadre d'appréciation des services rendus par les médias.
- Nommer des membres du conseil national de la communication proposés par l'ABJ.

Enfin les participants ont formulé des propositions de développer une synergie entre les médias de la région des grands lacs pour mieux assurer une alerte précoce et une prévention des conflits.

Ces recommandations sont :

- Inciter les gouvernements à accroître le taux d'alphabétisation.
- Editer les journaux en langues nationales.
- Echanger les journaux écrits.

5. La méthodologie des *Bashingantahe* dans la prévention des conflits : une référence culturelle de la société civile

Le dernier exposé a été présenté par Monsieur l'Abbé KANA Astère.

Dans son exposé, l'orateur a rappelé la notion de société civile ainsi que son rôle dans la prévention des conflits à savoir servir de contrepoids au pouvoir politique par la surveillance, la résistance et la proposition, construire la paix et garantir sa durabilité. Il a ensuite rappelé la mission des Bashingantahe dans la prévention des conflits qui est celle de :

- Faire appliquer le droit, garantir la paix et l'unité sociale, faire respecter les normes sociales, éduquer le peuple, être la conscience morale, être le guide du peuple, être une référence dans les contrats et les accords sociaux, être médiateur, être intermédiaire entre les responsables politiques.

A la société civile, il a recommandé la méthodologie des Bashingantahe dans la prévention des conflits. Cette méthodologie se résume en points suivants : Etre observateur attentif, développer l'écoute active, privilégier le dialogue, la concertation, le culte de la vérité, le souci de justice, la non violence, la décision et l'intervention rapide, la mise en avant de la paix, la construction de l'harmonie sociale, le fait de ne pas laisser la situation pourrir.

L'orateur a terminé en souhaitant la mise en place d'un réseau national de la société civile pour servir de contrepoids entre la société politique et les structures économiques.

Au terme des débats, les participants ont trouvé que les valeurs et la méthodologie des Bashingantahe représentent l'idéal et que la société civile devra tendre vers cet idéal pour prétendre contribuer à l'alerte précoce et la prévention des conflits.

En concluant, les participants ont recommandé à la CAP et Africa Peace Forum la programmation d'une rencontre de suivi de cet atelier au cours duquel un réseau national d'alerte précoce et de réaction rapide aux situations de conflits sera constitué.

Les rapporteurs

NDIKIMINWE Darius

GAHUTU Jean Bosco.